

Montpellier, le 14 novembre 2024

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
N°2024-11-DRCL-0558**

**portant actualisant des prescriptions applicables à la société ONYX LANGUEDOC  
ROUSSILLON dans le cadre de l'exploitation d'une plateforme de tri transit et pré-traitement  
de déchets non dangereux située sur la commune de Pignan**

**Le préfet de l'Hérault**

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.512-7-3, L. 513-1, R.181-45, R.181-46, R. 513-1 R.512-46-17 ;
- VU** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prise en application de l'article L.511-2 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, préfet de l'Hérault ;
- VU** les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à l'installation et notamment :
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;
  - l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
  - l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
  - l'arrêté ministériel du 5 février 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
  - l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
  - l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de

transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 99-I-0791 du 2 avril 1999 autorisant la société ACTISOL à exploiter une installation de compostage de boues et de déchets verts sur la commune de Pignan, modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-I-1518 du 23 juillet 2007 modifiant les conditions d'exploitation de l'installation ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-I-1454 du 22 août 2014 relatif à l'établissement de garanties financières ;
- le récépissé n°14-55 du 3 mars 2014 de mise à jour au bénéfice des droits acquis du classement des activités du site dans la nomenclature modifiée des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au bénéfice de la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2009-01-494 du 12 février 2009 modifié par l'arrêté préfectoral n°2015-OI.860 du 9 juin 2015 portant approbation du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune de Pignan ;

**VU** la demande de bénéfice des droits acquis du classement des activités du site dans la nomenclature des ICPE, présentée par la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON le 19 septembre 2018 ;

**VU** la demande de modification des installations adressée par la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON par courrier en date du 9 novembre 2023 et le dossier complété en dernier lieu le 23 avril 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 juillet 2024 concernant la visite sur site du 28 mai 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées concernant la visite sur site du 10 septembre 2024 ;

**VU** le courrier du 18 juin 2024 du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) formulant un avis sur la modification sollicitée ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé le 15 juillet 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;

**VU** le courrier de l'exploitant du 13 septembre 2024 formulant des observations sur le projet d'arrêté ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2024 ;

**VU** la séance du comité départemental des risques sanitaires et technologiques du 31 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la société ONYX LANGUEDOC-ROUSSILLON exploite une plateforme de tri transit et pré-traitement de déchets non dangereux localisée au lieu-dit La Plaine, route départementale n°5 à Pignan ;

**CONSIDÉRANT** que cette plateforme relève du régime de l'autorisation vis-à-vis de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) au titre des

rubriques 2791 et 2780 relatives respectivement aux activités de traitement de déchets non dangereux et de compostage ;

**CONSIDÉRANT** que la modification projetée consiste à :

- régulariser la mise en œuvre d'une activité de réception, tri et stockage de déchets encombrants et de déchets d'éléments d'ameublement (DEA), déchets industriels banals (DIB) et ordures ménagères (OM) non putrescibles ;
- réarranger les stockages et le site ;
- réaliser des travaux et aménagements concernant notamment la gestion des eaux du site ;
- cesser le compostage de boues de station d'épuration ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité régularisée est réalisée avec un volume maximal de déchets présents sur site de 980 m<sup>3</sup>, inférieur au seuil du régime enregistrement de la rubrique 2716 de la nomenclature des ICPE dont l'établissement relève déjà ;

**CONSIDÉRANT** que suite à l'instruction du dossier :

- l'exploitant a supprimé l'extension du site initialement sollicitée en zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme ;
- l'exploitant a réalisé le récolement aux prescriptions ministérielles applicables et a engagé les actions correctives aux écarts relevés ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'annexe à l'article R.122-2, le projet n'est pas soumis à examen au cas-par-cas au titre de la rubrique [1.a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation] ;

**CONSIDÉRANT** qu'avec la modification projetée, le site reste soumis à autorisation au titre de la nomenclature des ICPE au titre des rubriques 2780-1-a) et 2791-1 relatives respectivement aux activités de compostage de matières végétale et de broyage de déchets de bois ;

**CONSIDÉRANT** qu'il résulte des éléments du dossier que les modifications projetées sont de nature à ne pas aggraver les dangers et impacts du site voir à les faire diminuer, compte tenu notamment que :

- en ce qui concerne le trafic, la nouvelle activité de gestion et de stockage des encombrants et des DEA engendrera une augmentation équivalente à la baisse du trafic générée par la cessation de l'activité de compostage de boues ;
- en ce qui concerne la faune et la flore, aucune extension du site ou des bâtiments ne sera réalisée ;
- en ce qui concerne l'impact paysager, les merlons périphériques limitent la visibilité des stockages du site depuis l'extérieur ;
- en ce qui concerne l'impact sur les eaux, la mise en œuvre de bassins de rétention correctement dimensionnés permettra de prévenir la pollution ;
- les déchets les plus propices aux envols (ordures ménagères, cartons) et aux odeurs (ordures ménagères) sont stockées à l'intérieur de bâtiments. Un filet et des clôtures sont installés en bordure de la zone encombrants et en limite de site ;
- que la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par l'activité sera revue et que la capacité de confinement du premier flot d'eaux pluviales sera augmenté de plus de 130 %, de 2 300 m<sup>3</sup> à 5 360 m<sup>3</sup> (hypothèse de 0,12 m<sup>3</sup> par m<sup>2</sup> imperméabilisé) ;

**CONSIDÉRANT** que les modélisations des 26 scénarios d'accidents concluent que leurs effets sont contenus dans les limites de propriété du site ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de porter à connaissance sollicite pour les 2 bâtiments historiques de stockage et au regard du bénéfice et du coût de leur mise en conformité, des aménagements de l'application des points suivants de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susmentionné relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets :

- article 6 Comportement au feu : « Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : [...] les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).[...] » ;
- article 8 Désenfumage : « Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...] » ;

**CONSIDÉRANT** que dans son avis le 18 juin 2024 susvisé, le SDIS émet :

- un avis favorable :
  - à la demande de dérogation à la justification de la résistance au feu (classe BROOF - t3) de la toiture en amiante fibro-ciment du bâtiment des Déchets d'Éléments d'Ameublement et de la toiture métallique simple peau du bâtiment des encombrants ;
  - à la demande de dérogation relative à l'installation de dispositifs de désenfumage pour le bâtiment des encombrants qui est équipé de lanterneaux en matières plastiques, qui fondraient sous les effets thermiques d'un incendie ;
- un avis défavorable à la demande de dérogation relative à l'installation de dispositifs de désenfumage pour le bâtiment des déchets d'éléments d'ameublement considéré qu'il ne peut être reconnu ouvert faute de justification que la surface des façades fermées est inférieure à 30 % ;
- des demandes de :
  - séparation des îlots de stockage par des blocs bétons sur une hauteur minimale de 2 mètres au-delà des déchets, afin de prévenir la propagation du feu par le vent ;
  - prise en compte des effets dominos d'un incendie de la cuve de gasoil non routier « GNR2 » vers le bâtiment des Déchets d'Éléments d'Ameublement ;
  - modélisation de l'incendie de l'ensemble du bâtiment des Déchets d'Éléments d'Ameublement considérant l'absence de parois coupe-feu entre le stockage de ces déchets et du bois/matelas/refus ;
  - déplacement de la voie engin en dehors des effets thermiques 5kW/m<sup>2</sup>, notamment en cas de feu d'îlots ;
  - déplacement des poteaux incendie en dehors des effets thermiques 3kW/m<sup>2</sup>, notamment en cas de feu d'îlots ;

**CONSIDÉRANT** que la modification des installations projetées constitue une modification notable des éléments initiaux du dossier d'autorisation mais non substantielle en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser le tableau de classement des installations dans la nomenclature des ICPE suite notamment à la demande de bénéfice des droits acquis au regard de l'évolution de la nomenclature des ICPE ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les arrêtés préfectoraux encadrant le fonctionnement des installations pour prescrire :

- les demandes formulées par le SDIS ;
- la réalisation sous 6 mois d'une étude de réduction de la vulnérabilité du site aux inondations. Elle devra être accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre des actions retenues ;

- l'aménagement des prescriptions relatives à la preuve de la résistance au feu des toitures des bâtiments et à l'installation de dispositif de désenfumage ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'article R.512-46-17 du code de l'environnement selon lesquelles « Lorsque le préfet envisage d'édicter, en application du deuxième alinéa de l'article L. 512-7-3, des prescriptions particulières aménageant les prescriptions générales fixées par le ministre chargé des installations classées, il saisit le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Le préfet peut également le saisir lorsqu'il l'estime nécessaire en raison des enjeux du projet » ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du CODERST émis lors de la séance du 31 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les observations et réponses complémentaires de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ont été prises en compte, notamment en ce qui concerne :

- la justification que le bâtiment des déchets d'éléments d'ameublement a été modifié pour présenter moins de 30 % de façades fermées ;
- la justification de l'absence d'effet dominos entre la cuve de gasoil non routier « GNR2 » et le bâtiment des Déchets d'Éléments d'Ameublement ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de l'Hérault ;

## ARRÊTE

### CHAPITRE I PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### Article I.1 Bénéficiaire

La société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (SIRET 433 885 241 00 151) dont le siège social est situé 765, rue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Pignan, lieu-dit « La Plaine » route départementale 5, une plateforme de tri transit et pré-traitement de déchets non dangereux sous réserve du respect des prescriptions susvisées et complétées par celles détaillées dans les articles suivants.

#### Article I.2 Nature des installations

Le tableau de classement de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-1-1518 du 23 juillet 2007 est remplacé par le suivant :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2780-1-a	Installations de compostage de matière végétale ou de déchets végétaux : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Compostage de matière végétale	75 t/j	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux : la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage de déchets de bois transformés non dangereux	75 t/j	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de déchets de bois transformés non dangereux	19 500 m <sup>3</sup>	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes : le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de : • 5 000 m <sup>3</sup> de déchets verts • 450 m <sup>3</sup> d'encombrants • 440 m <sup>3</sup> de déchets d'éléments d'ameublement • 90 m <sup>3</sup> d'ordures ménagères	5 980 m <sup>3</sup>	E
2794-1	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux : la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 30 t/j	Broyage de : • 75 t/j de déchets verts • 75 t/j de bois brut	150 t/j	E
1532-2-b.	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, non susceptibles de dégager des poussières inflammables : le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	Stockage de bois brut	10 000 m <sup>3</sup>	D
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture : le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup>	Stockage de compost	60 000 m <sup>3</sup>	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes : la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Entreposage de produits minéraux	10 000 m <sup>2</sup>	D

\* A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration

## CHAPITRE II CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

### Article II.1 Gestion des eaux pluviales

Les prescriptions de l'article 3.3 « Eaux de pluie » de l'arrêté préfectoral n° 2007-1-1518 du 23 juillet 2007 sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes du présent article.

I. - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les installations et leur activité.

II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.

Ces dispositifs de traitement consistent en des bassins :

- d'un volume de 4280 m<sup>3</sup> en zone nord, dont 887 m<sup>3</sup> sont maintenus disponibles pour le confinement des eaux d'un éventuel incendie ;

- d'un volume de 1080 m<sup>3</sup> en zone sud du site, dont 638 m<sup>3</sup> sont maintenus disponibles pour le confinement des eaux d'un éventuel incendie.

Le creux de chaque bassin correspondant au volume de confinement des eaux incendies est matérialisé et ne peut être dépassé. Dans ces conditions, le rejet au milieu naturel doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.

Les bassins sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### III. - Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

En cas de rejet des eaux pluviales non polluées au milieu naturel, l'exploitant est tenu de respecter pour les rejets d'eaux pluviales non polluées, les valeurs limites définies ci-après.

Paramètre	Code SANDRE	Concentrations instantanées	Seuil du flux
Potentiel hydrogène (PH)	1302	Entre 5,5 et 8,5	-
DCO	1314	100 mg/l	Inférieur ou égale à 100 kg/j
DBO5	1313	100 mg/l	Inférieur ou égale à 30 kg/j
MEST	1305	30 mg/l	Inférieur ou égale à 15 kg/j
Phosphore total	1350	10 mg/l	Inférieur ou égale à 15 kg/j
Azote total	6018	30 mg/l	-
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	Inférieur ou égale à 100 g/j
Arsenic (As)	1369	0,025 mg/l	Si le rejet dépasse 0,5 g/j
Cadmium (Cd)	1388	0,025 mg/l	-
Chrome (Cr)	1389	0,1 mg/l (dont Cr <sup>6+</sup> 0,05 mg/l)	Si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre (Cu)	1392	0,15 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure (Hg)	1387	0,025 mg/l	-
Nickel (Ni)	1386	0,2 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Plomb (Pb)	1382	0,1 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc (Zn)	1383	0,8 mg/l	Si le rejet dépasse 20 g/j
Ion fluorure (F <sup>-</sup> )	7073	15 mg/l	-
Indice phénols	1440	0,3 mg/l	-
Cyanures libres (CN <sup>-</sup> )	1084	0,1 mg/l	-
Composés organiques halogénés (AOX)	1106	1 mg/l	Si le rejet dépasse 30 g/j

Une mesure des concentrations des différents composés susvisés est effectuée au moins deux fois par an par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les résultats sont transmis dans le mois suivant la réalisation du prélèvement à l'inspection des installations classées.

IV. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

## Article II.2 Bâtiment de stockage des Déchets d'Éléments d'Ameublement

Ce bâtiment accueille exclusivement des déchets, triés, de matelas bois et refus de tri issue de la

collecte de Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA). Une séparation par des blocs bétons des îlots de stockage de déchets est mise en œuvre.

Un espace de 10 mètres est maintenu vide à l'intérieur du bâtiment entre les îlots de stockage et la partie fermée du bâtiment.

Le stockage de déchet et de matière combustible dans la partie fermée du bâtiment est interdite, en l'absence de dispositif de désenfumage correctement dimensionné.

### **Article II.3 Prévention du risque d'incendie**

La société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON met en œuvre les dispositions suivantes dans un délai de 3 mois :

- séparation des îlots de stockage de Déchets d'Éléments d'Ameublement et des encombrants par des blocs bétons sur une hauteur minimale supérieure de 2 mètres à la hauteur de stockage prévue ;
- déplacement de la voie engin en dehors des effets thermiques  $5\text{kW/m}^2$  des scénarios d'incendie, notamment en cas de feu d'îlots ;
- déplacement des poteaux incendie en dehors des effets thermiques  $3\text{kW/m}^2$  des scénarios d'incendie.

### **Article II.4 Aménagement des prescriptions**

Les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, intitulé « Comportement au feu », sont réputées satisfaites en l'absence de justification de la résistance au feu (classe BROOF - t3) de la toiture en amiante fibro-ciment du bâtiment des Déchets d'Éléments d'Ameublement et de la toiture métallique simple peau du bâtiment des encombrants.

Les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, intitulé « Désenfumage », sont réputées satisfaites en l'absence de dispositif de désenfumage :

- pour le bâtiment des encombrants qui est équipé de lanterneaux en matières plastiques ;
- pour le bâtiment de stockage des déchets d'éléments d'ameublement dans mesure où la surface de façades fermées est maintenue inférieure à 30 % de la surface totale des façades, et dans les conditions de stockage définie à l'article II.2 du présent arrêté.

### **Article II.5 Prévention du risque d'inondation**

La société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON transmet sous 6 mois à l'inspection des installations classées une étude de réduction de la vulnérabilité du site aux inondations.

Elle comprend *a minima* une modélisation des effets d'une inondation.

Elle est accompagnée d'un échancier de mise en œuvre des actions retenues pour prévenir le risque d'embâcle dans le ruisseau de la Brue et l'export de déchets.

---

## **CHAPITRE III MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **Article III.1 Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article III.2 Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers :



- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pignan et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Pignan pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de l'Hérault ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article III.3 Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Pignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
**Frédéric POISOT**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'affichage de la décision en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).